

Table des matières

01	Economie mondiale: enfin sur la voie de la reprise? « <i>Perspectives économiques de l'OCDE 2014</i> »	2
02	Maintenir les dépenses sociales en temps de crise: une équation difficile « <i>Panorama de la société 2014</i> »	3
03	Le protectionnisme dans les échanges de services enfin mesuré « <i>Indice de Restrictivité des Echanges de Services</i> »	4
04	Des paroles aux actes: l'aide au développement devient-elle plus efficace? « <i>Vers une coopération au développement plus efficace: Rapport d'étape 2014</i> »	5
05	Les Suisses paient-ils moins d'impôts sur leurs salaires? « <i>Taxing Wages 2014</i> »	6
06	Mieux gérer les risques pour éviter de nouvelles défaillances « <i>Risk Management and Corporate Governance</i> »	7
07	Mobilité et transport: les défis de demain « <i>Perspectives des transports FIT 2013</i> »	8
08	Autres publications	9
09	Calendrier OCDE	9

01. Economie mondiale: enfin sur la voie de la reprise? «Perspectives économiques de l'OCDE 2014»

La dernière livraison des «*Perspectives économiques de l'OCDE*» table sur une reprise renforcée de l'économie mondiale. Grâce à la poursuite d'une politique monétaire expansive et au fait que la vague de consolidation budgétaire arrive à son terme, la croissance des pays de l'OCDE devrait être, avec 2.2%, un point de pourcentage plus élevée qu'en 2013. Le potentiel de croissance se déplace ainsi des pays émergents vers les pays industrialisés. Les USA vont croître de manière nettement plus marquée que le Japon et l'Europe.

Malgré cette éclaircie à l'horizon conjoncturel, les perspectives sont assombries par une série de risques. Les dangers déjà décrits dans les éditions précédentes subsistent en raison d'une politique monétaire expansive qui devrait prendre fin aux USA, de la fragilité du système financier en Europe ainsi qu'à cause d'une situation financière précaire au Japon. Il faut encore ajouter comme élément nouveau les tendances déflationnistes en Europe ainsi que les perspectives de croissance incertaines de la Chine. L'expansion rapide des crédits en Chine inquiète particulièrement l'OCDE.

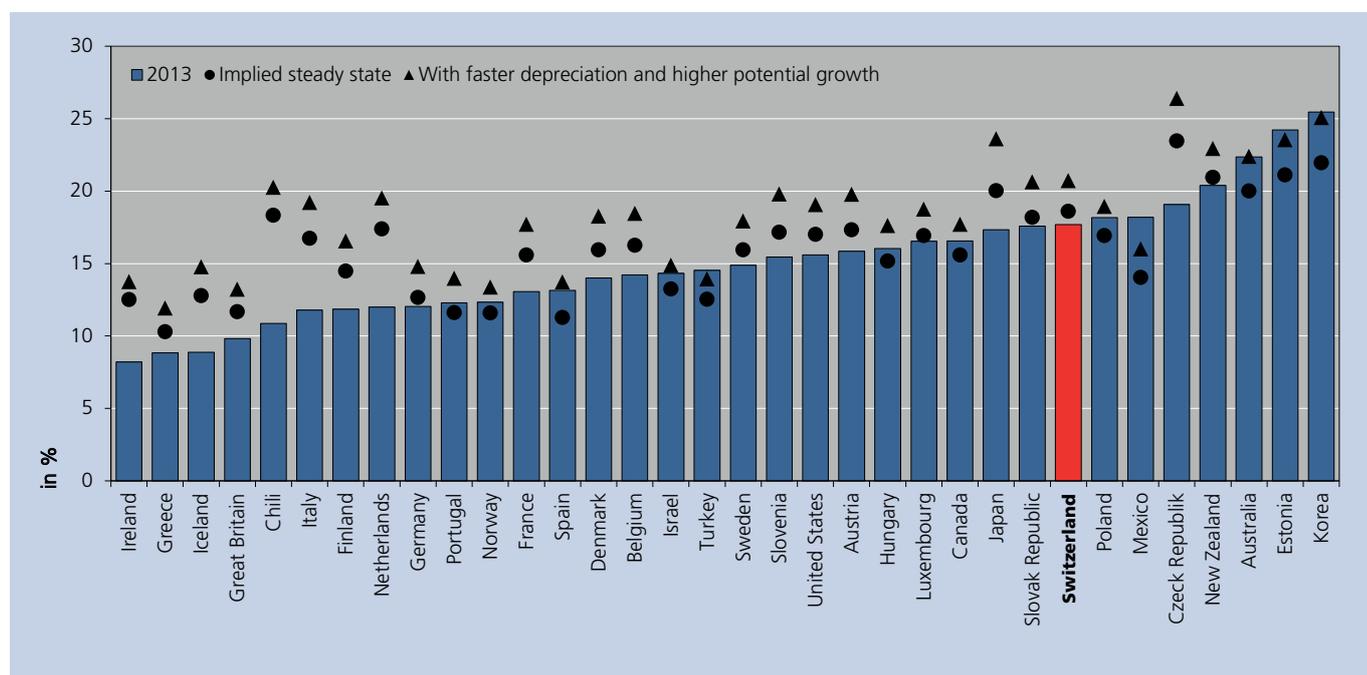
L'OCDE continue de soutenir une politique monétaire très accommodante, spécialement au Japon et dans la zone Euro. La Banque centrale européenne (BCE) doit continuer d'abaisser les taux d'intérêt au vu de l'inflation très limitée. Par contre, l'état de la dette publique au Japon est si tendu qu'il n'existe aucune marge de manœuvre à court terme pour relâcher les efforts de consolidation.

Pour l'OCDE, les investissements des entreprises sont un élément important pour assurer une reprise durable. Ces investissements se situent dans la plupart des pays de l'OCDE bien au-dessous de leur niveau d'avant-crise, soit en dessous de leur moyenne à long terme (voir graphique). C'est particulièrement le cas en Europe. Les inconnues politiques y jouent un rôle supplémentaire pour expliquer la faiblesse de la demande. C'est pourquoi l'OCDE souligne l'importance de l'examen des banques qui devra avoir lieu prochainement ainsi que la mise en œuvre rapide d'une large Union bancaire.

Pour la conjoncture en Suisse, l'OCDE anticipe une croissance de plus de 2%. Toutefois, la faible dynamique en Europe ainsi que le franc fort devraient avoir un effet modérateur sur la demande étrangère. Ainsi, la demande des consommateurs sur le marché intérieur continuera de livrer les impulsions les plus fortes à la croissance. La politique monétaire devrait continuer d'être expansive, aussi longtemps que les tendances déflationnistes ne seront pas dépassées. D'autres mesures macro-prudentielles devraient être envisagées afin de stabiliser la situation sur le marché immobilier. L'initiative populaire contre l'immigration de masse est également brièvement citée. Elle représente déjà un facteur d'incertitude à court terme, quand bien même elle ne devrait pas avoir d'effets sur l'emploi au cours des deux prochaines années.

> Table des matières

Non-residential investment as a percentage of potential GDP



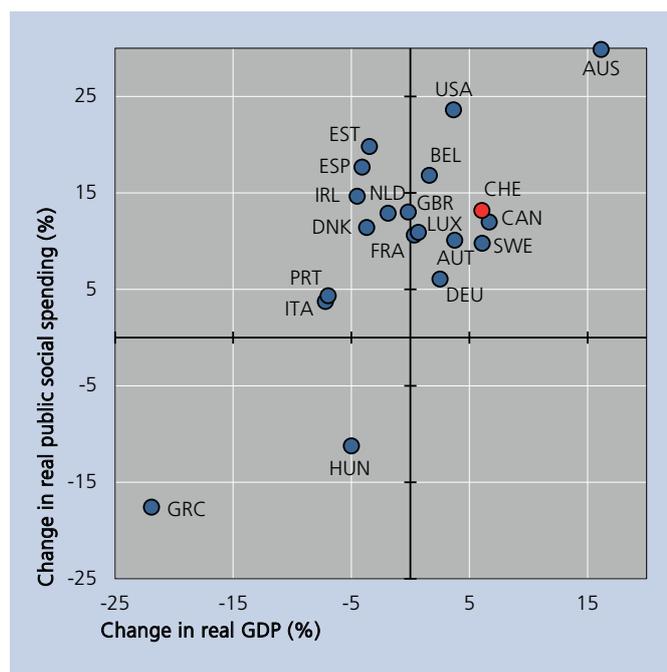
02. Maintenir les dépenses sociales en temps de crise: une équation difficile «Panorama de la société 2014»

Ces dernières années, l'OCDE a consacré de nombreuses études aux effets des inégalités. La publication bisannuelle dédiée aux indicateurs sociaux «*Society at a Glance 2014*» réserve un chapitre d'analyse aux conséquences de la crise et au caractère de test que cette dernière représente pour les politiques sociales.

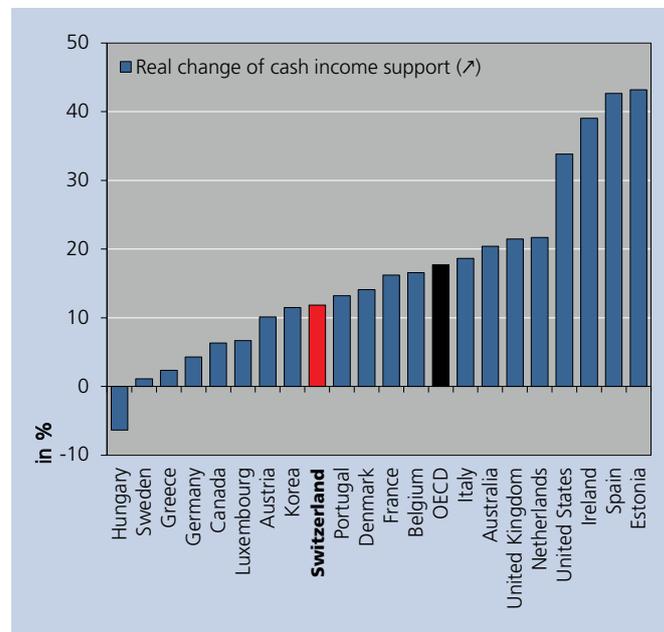
Un des challenges les plus difficiles auxquels sont confrontées ces politiques est l'interdépendance des dépenses sociales et des finances publiques. Si une consolidation budgétaire est plus que nécessaire, elle risque par contre d'amener une diminution des dépenses sociales, qui va, elle, frapper les plus démunis. La marge de manœuvre de nombreux pays est donc très limitée et augmente la nécessité de politiques extrêmement bien conçues pour satisfaire des objectifs en partie contradictoires. Il faut notamment continuer de soutenir ceux qui ont perdu leur emploi. Ces dépenses ne peuvent que difficilement être repoussées et le retour à l'équilibre risque donc de prendre beaucoup de temps.

L'évolution observée depuis le début de la crise en 2008 montre que les transferts en faveur des personnes en âge de travailler et de leurs familles ont nettement augmenté. Si leur part dans les transferts sociaux atteint envi-

Social spending increased least in countries most affected by the crisis



Spending on working-age cash transfers rose steeply



ron 20%, ils représentent environ un tiers de l'augmentation des dépenses enregistrées depuis le début de la crise. Si l'augmentation des dépenses en faveur des personnes sans emploi a fortement progressé dès le début de la crise (de 0.7 à 1.1% du PIB), cette augmentation a toutefois été influencée par les performances économiques des pays. Ces dépenses ont moins progressé dans les pays qui ont rencontré les plus grandes difficultés économiques comme le montre le graphique ci-contre.

Ces disparités se retrouvent en grande partie lorsque l'on examine la progression en pourcentage de ces dépenses sociales (graphique ci-dessus). La progression a été particulièrement élevée aux USA, pays dans lequel la durée des allocations de chômage a été augmentée de manière significative. L'Espagne se démarque aussi par une progression importante tandis que d'autres pays fortement touchés par la crise enregistrent une progression nettement plus faible. C'est le cas de la Grèce et de la Hongrie, mais aussi du Portugal, dont les dépenses ont progressé à peine un peu plus qu'en Suisse, pays qui a largement été épargné par la progression du chômage.

03. Le protectionnisme dans les échanges de services enfin mesuré «Indice de Restrictivité des Echanges de Services»

Lors de la conférence ministérielle de l'OCDE du 6-7 mai 2014, l'OCDE a lancé la nouvelle base de données et l'Indice de restrictivité des échanges de services (IRES ou STRI en anglais). Ce nouvel instrument recueille des informations comparables sur les politiques réglementaires de 40 pays dans 18 secteurs économiques, couvrant plus de 80% des échanges de services mondiaux.

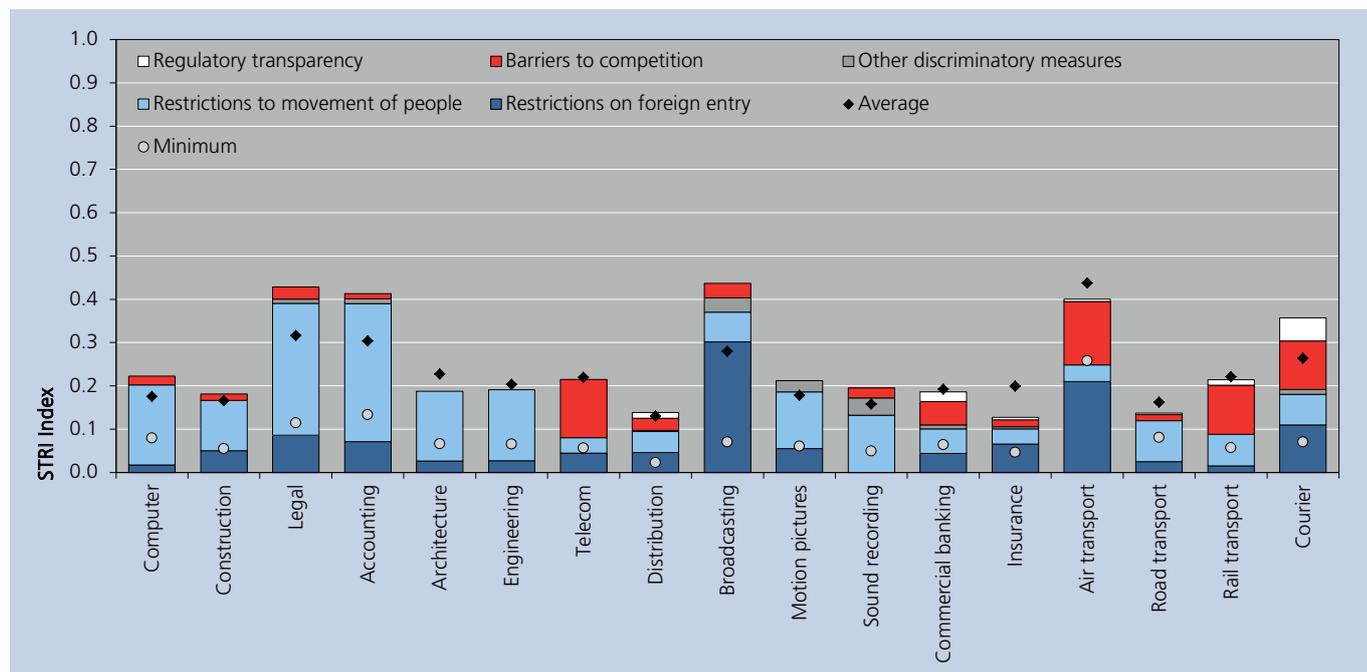
Les services comptent pour plus des deux tiers du PIB mondial et sont la première source d'emploi dans la majorité des grandes économies. Comme l'a relevé la base de données de l'OCDE et de l'OMC sur les échanges en valeur ajoutée (TiVA), la part des services dans les exportations des pays de l'OCDE passe de 22% (chiffres bruts) à environ 50% en valeur ajoutée. Dans un monde régi par les chaînes de valeur mondiales, les gains d'efficacité des services contribuent donc à améliorer la productivité et la compétitivité dans l'ensemble de l'économie, y compris dans l'industrie manufacturière, dont la compétitivité sur les marchés internationaux dépend largement de l'existence de services efficaces, notamment dans les transports, la logistique, la communication et la finance.

Selon l'OCDE, accroître les échanges de services peut considérablement stimuler la croissance et l'emploi, et beaucoup peut encore être fait pour réduire les obstacles juridiques et réglementaires existants dans ce domaine. Ainsi, l'objectif du STRI est d'aider les décideurs publics à recenser les forces et les faiblesses des réglementations et à focaliser les efforts de réforme sur les secteurs et mesures prioritaires, sur le plan national comme multilatéral. Le STRI permet aussi aux entreprises de mieux déceler les réglementations auxquelles elles doivent se confronter sur les marchés étrangers.

Les résultats du STRI pour la Suisse affichent un niveau de restrictivité plus élevé que la moyenne OCDE dans neuf secteurs sous revue (voir graphique). Ceci notamment en raison de réglementations qui s'appliquent de manière horizontale à tous les secteurs de l'économie, relevant en particulier des limitations à la circulation transfrontalière des personnes (contingents et examen des besoins économiques) et autres conditions d'entrée sur le marché (par ex. critère de résidence, restrictions à l'acquisition d'immeubles et terrains).

> Table des matières

STRI by sector and policy area



04. Des paroles aux actes: l'aide au développement devient-elle plus efficace? «Vers une coopération au développement plus efficace: Rapport d'étape 2014»

Qu'en est-il de l'efficacité de la coopération internationale en matière de développement? Un rapport de l'équipe conjointe OCDE/PNUD, qui assure le secrétariat du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, a été consacré aux progrès réalisés. Il note la mise en œuvre des mesures d'amélioration de l'efficacité et livre à ce sujet des résultats mélangés en ce qui concerne la communauté internationale des donateurs. A ce niveau, la Suisse se situe en milieu de classement.

Le rapport examine la mise en œuvre de ce qu'on appelle les principes de Busan (appropriation, orientation vers les résultats, partenariats ouverts à tous, transparence et responsabilité mutuelle) à l'aide de dix indicateurs dans trois domaines: priorités, partenariats, transparence.

Qui décide de ces priorités? Une définition en partenariat des objectifs et des mesures communes de mise en œuvre implique qu'on soumette les mesures d'aide à un appel d'offre ouvert, non seulement dans le pays donateur mais aussi au niveau international. Ainsi que l'illustre le graphique ci-dessous, la part de cette aide non liée varie de manière considérable. Elle a augmenté clairement depuis 2011, et ce malgré la crise. Avec 93% d'aide non liée, la Suisse est relativement bien placée. Elle a toutefois plus de peine lorsqu'il s'agit de s'appuyer sur les systèmes et procédures des pays partenaires.

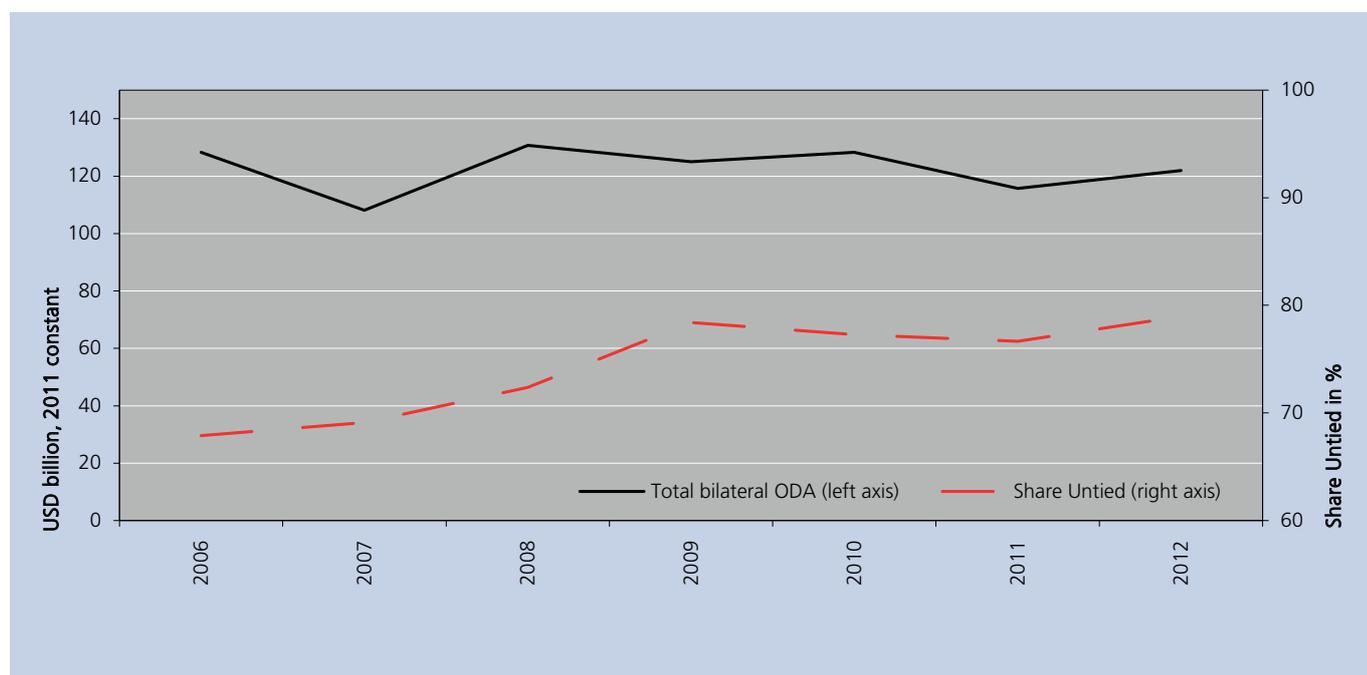
Le choix des partenaires de cette collaboration devrait être élargi. L'importance des acteurs non-étatiques - la société civile et le secteur privé - est davantage reconnue mais la coopération se passe encore de manière trop forte entre gouvernements et dans une perspective Nord-Sud. Les conditions-cadres pour le travail de la société civile, mais aussi les échanges entre gouvernements et secteur privé dans les pays partenaires sont insuffisants.

Pour la transparence et la prédictibilité, il est important que les bénéficiaires soient informés à un stade précoce de l'aide prévue. Cela peut les aider à améliorer leur propre planification et leur budgétisation. La prédictibilité et la transparence de l'aide se sont améliorées mais des efforts supplémentaires restent nécessaires. En ce qui concerne la prédictibilité, la Suisse se situe au milieu du classement, avec 84% des paiements annoncés qui se sont déroulés selon la planification.

Dans l'ensemble, le bilan est mitigé. La première réunion à haut niveau du Partenariat mondial qui a eu lieu au Mexique à la mi-avril s'est fixée l'objectif de poursuivre la mise en œuvre de ces principes et d'en surveiller les progrès. L'objectif est d'améliorer l'efficacité de la coopération internationale, plus particulièrement dans la perspective de la mise en œuvre d'objectifs de développement durable après 2015.

> Table des matières

Total bilateral ODA Commitments and share untied, 2006-2012



05. Les Suisses paient-ils moins d'impôts sur leurs salaires? «Taxing Wages 2014»

La pression fiscale sur le revenu du travail en Suisse se situe nettement en dessous de la moyenne de l'OCDE, qui est de 36%. Un employé célibataire avec un revenu moyen et sans enfants paie 22% d'impôts (voir graphique). Il faut toutefois considérer que les travailleurs suisses doivent consacrer en plus de cela une part significative de leurs revenus au système de retraite ainsi qu'à l'assurance maladie obligatoire. Ces contributions ne sont pas considérées dans la publication «*Taxing Wages 2014*» parce qu'elles sont versées à des porteurs organisés sur une base de droit privé. La liste de toutes les redevances obligatoires contenue dans la «*OECD Tax Database*» livre une image plus réaliste de la pression fiscale effective. A ce niveau, la Suisse se situe avec 37% pratiquement au niveau de la moyenne OCDE de 38%.

En 2013 la charge des familles suisses a un peu reculé. Tandis que les travailleurs sans enfants avaient à s'acquitter d'impôts du même niveau qu'en 2012, la pression fiscale a nettement reculé pour les familles avec enfants. Toutefois, ces mêmes familles ont été ponctionnées plus fortement l'année d'avant, si bien qu'aucun trend clair ne se manifeste ces dernières années.

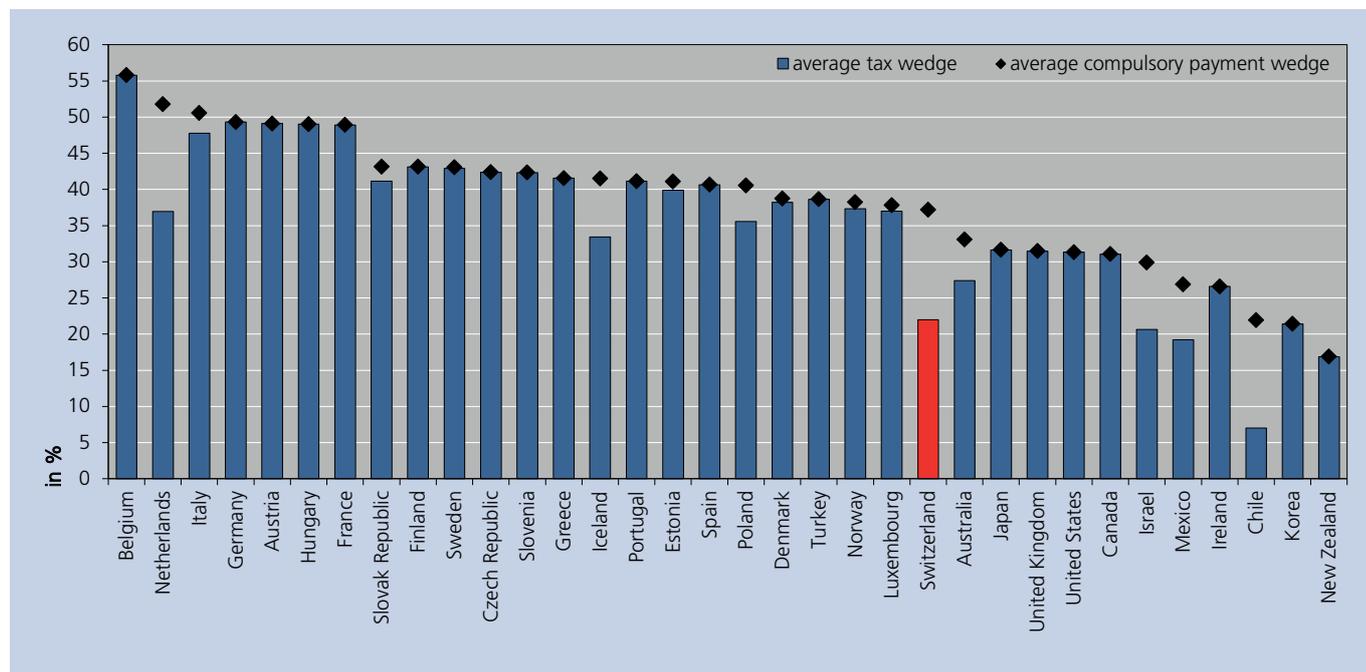
Dans l'ensemble, la charge des impôts et des redevances a augmenté l'an passé dans 21 des 34 pays membres de l'OCDE. L'augmentation a été la plus massive au Por-

tugal, en Slovaquie et aux USA. Dans la moyenne OCDE la charge fiscale d'un employé célibataire sans enfants s'élève maintenant à 35.9% (+0.2 en points de pourcentage), la tendance à une augmentation légère se poursuivant depuis 2011. A l'inverse, les charges provenant des impôts et des redevances avaient en règle générale reculé dans l'espace OCDE jusqu'en 2010.

La livraison de cette année de «*Taxing Wages*» contient un chapitre spécial qui est consacré à examiner comment la progressivité des systèmes d'imposition et de redevance de l'OCDE a évolué depuis 2000. Les systèmes progressifs se caractérisent par le fait que la charge fiscale augmente avec un revenu en augmentation. De manière générale, les systèmes fiscaux de tous les pays membres de l'OCDE sont progressifs, avec l'exception de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Espagne. La progressivité de l'impôt a augmenté dans l'ensemble de l'OCDE pour les ménages à faibles revenus depuis l'année 2000 et plus particulièrement depuis l'éclatement de la crise.

> Table des matières

Average compulsory payment wedge and average tax wedge for single taxpayers without children, 2013



06. Mieux gérer les risques pour éviter de nouvelles défaillances «Risk Management and Corporate Governance»

Sur le fond de l'après-crise financière de 2008-2009, l'OCDE conduit périodiquement des processus d'examen destinés à faciliter la mise en œuvre effective des Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE et le recensement des bonnes pratiques qui peuvent favoriser et inspirer des améliorations. Le rapport de l'OCDE sur «*Risk Management and Corporate Governance*» passe en revue les cadres de gouvernance d'entreprise et les pratiques relatives à la gestion des risques dans le secteur privé et les entreprises publiques dans 27 juridictions qui participent aux travaux du Comité sur la gouvernance d'entreprise.

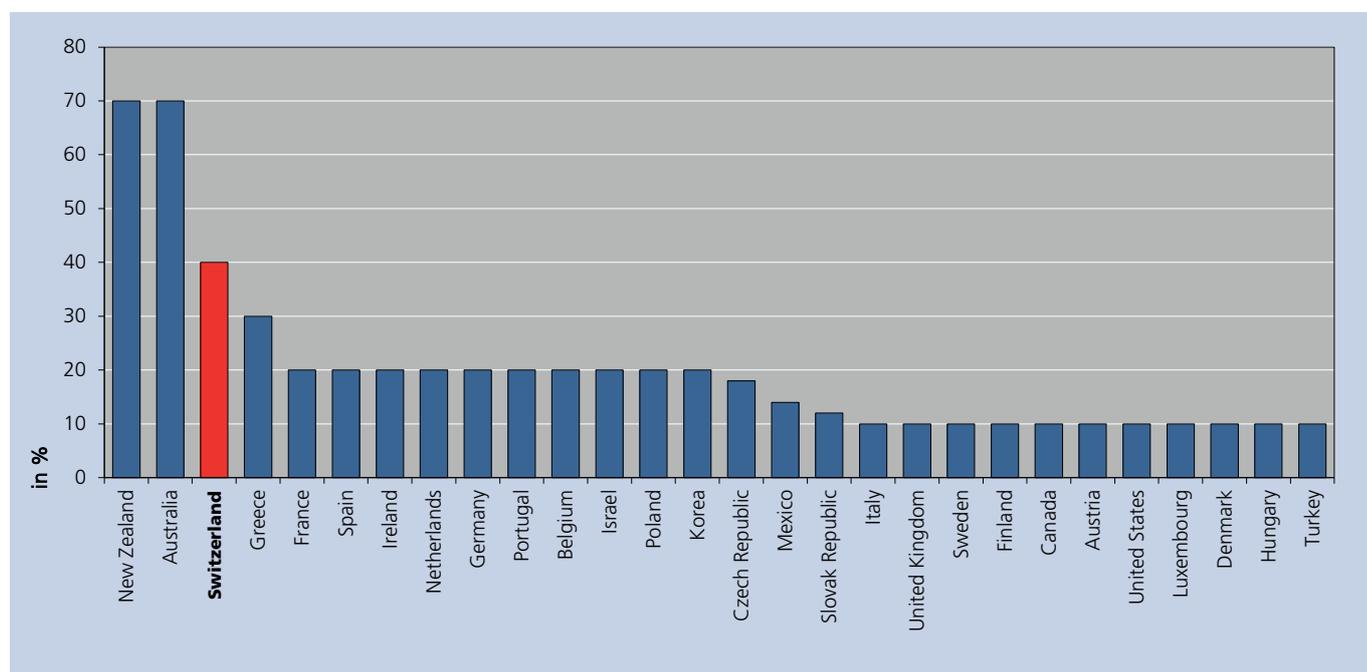
À la différence des rémunérations, la question de la gestion des risques n'a longtemps pas fait l'objet d'une attention particulière dans le droit des sociétés ou les codes des meilleures pratiques, comme l'a démontré une étude réalisée en 2010 après l'éclatement de la crise financière (voir graphique). Le rapport de l'OCDE conclut que les coûts liés à une mauvaise gestion des risques sont souvent sous-estimés. La gouvernance d'entreprise devrait donc veiller à ce que les risques soient mieux identifiés (*ex-ante*), gérés, et, le cas échéant, communiqués. Du fait de la particularité du secteur financier, les standards de gouvernance d'entreprise en matière de gestion de risque se focalisent presque exclusivement dans ce secteur. Néan-

moins, il existe une marge de manœuvre pour rendre plus opérationnels ces standards et les appliquer à différentes entreprises et situations.

Avec la Norvège et Singapour, la Suisse s'est prêtée à un examen plus approfondi sur la gestion des risques et la gouvernance d'entreprise. Le cas suisse se révèle intéressant pour l'OCDE à la lumière du poids de son secteur financier ainsi que de la présence sur son sol de grandes entreprises multinationales. De plus, un regard intéressant est porté sur les implications liées à la mise en œuvre de «l'initiative Minder» contre les rémunérations abusives acceptée en votation populaire en mars 2013. L'OCDE affirme que les entreprises suisses paient de plus en plus attention aux risques, tant au niveau financier qu'au niveau de la réputation. Toutefois, cette attention accrue ne s'est pas encore traduite par une approche plus formelle au niveau de l'organisation de la gestion des risques. Pour les entreprises publiques, l'OCDE suggère principalement aux autorités suisses de s'assurer, par la voie des processus de nomination, que ses représentants dans les conseils d'administration aient une expertise suffisante en matière de gestion de risques.

> Table des matières

Companies with a committee with explicit reference to risk, 2010

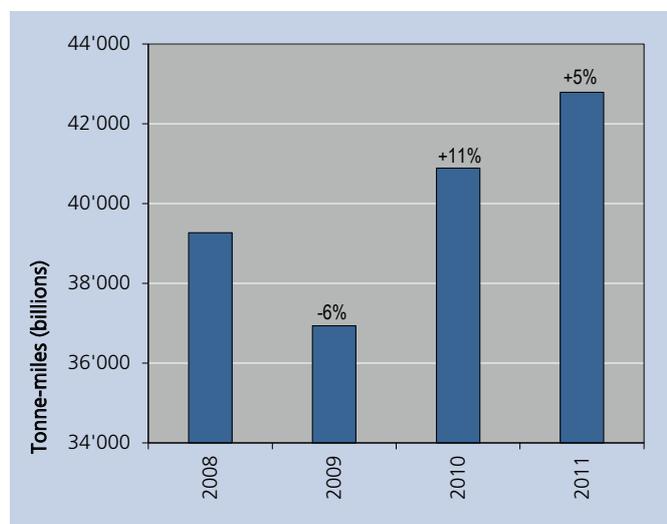


07. Mobilité et transport: les défis de demain «Perspectives des transports FIT 2013»

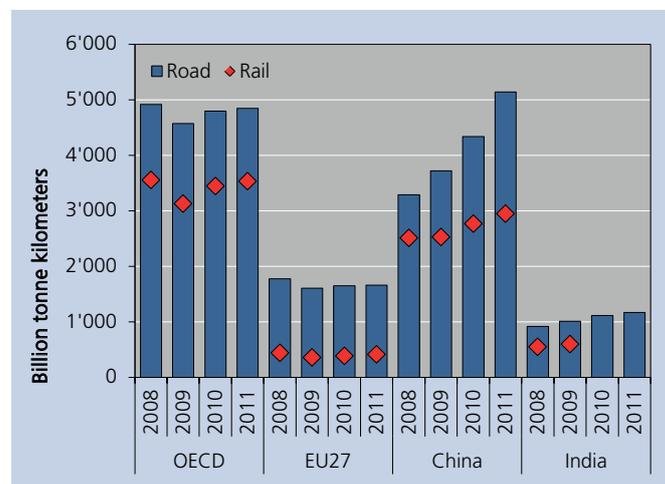
Depuis 2008, le transport mondial a été touché par la crise économique et financière. Néanmoins, sa reprise, bien que lente et inégale, est visible. En effet, c'est dans les régions émergentes, notamment en Asie, que le transport augmente de manière constante et significative. La publication «*ITF Transport Outlook 2013*» présente une analyse des scénarios possibles à long terme ainsi que des statistiques sur les tendances récemment observées dans le domaine des transports.

Les quatre principaux modes de transport de marchandises: maritime, aérien, ferroviaire et routier, ont évolué différemment depuis la crise de 2008. Le transport maritime reste le moyen de transport privilégié du commerce international avec plus de 80% du volume global des cargos acheminés. En termes de tonnes-mille (transport d'une tonne sur un mille marin), le transport maritime a augmenté de 9% sur la période 2008-2011, pour atteindre 42.8 milliards de tonnes-mille (voir graphique ci-dessous). L'Asie est une région stratégique du secteur maritime, avec 9 des 10 ports les plus importants en termes de trafic de containers. Le transport aérien a augmenté de 20% en 2010, ce qui représente 172 milliards de fret tonnes-kilomètre. Néanmoins, il a stagné en 2011 et a diminué en 2012 de 2%. Dans les pays de l'OCDE, le transport ferroviaire et routier a baissé en 2009 (respectivement de 12% et 7%), mais une légère croissance s'observe depuis 2010 (voir graphique ci-dessous). La Chine enregistre une crois-

World seaborne trade, 2008-2011



Road versus rail freight



sance particulièrement forte du transport de marchandises par la route (+56% entre 2008 et 2011) et dans une moindre mesure par le rail (+17% sur la même période).

Entre 2010 et 2050, la part de la population urbaine vis-à-vis de la population mondiale va augmenter de 50% à 70%. 92% des 2.7 milliards de «nouveaux citoyens» vivront dans les pays émergents. Selon le scénario de l'OCDE et du FMI retenu, le PIB mondial devrait augmenter annuellement en moyenne de 3,2% de 2010 à 2050. Cette croissance économique et l'urbanisation posent un défi colossal en termes de congestion et de pollution locale, principalement dans les pays émergents. Des investissements conséquents sont nécessaires dans les infrastructures de transport afin de ne pas limiter les flux de marchandises et la mobilité des personnes, tout en limitant les émissions de CO₂. Selon l'OCDE, les investissements globaux dans le transport d'ici à 2030 devraient avoisiner les 11 mille milliards de dollars. Ceci pose un sérieux défi concernant leur financement. Pour les pays développés, l'entretien des infrastructures existantes pose problème dans un contexte de crise, avec des budgets restreints. Pour les pays émergents, le but est de se doter de nouvelles infrastructures qui permettent de soutenir leur croissance économique et démographique, tout en évitant la pollution.

> Table des matières

08. Autres publications

«*Etude économique de la Zone euro 2014*»

Paris, 7 mai 2014

«*Illicit Financial Flows from Developing Countries*»

Paris, 9 mai 2014

«*Energy Technology Perspectives 2014*»

Paris, 12 mai 2014

«*The Cost of Air Pollution*»

Paris, 21 mai 2014

«*Perspectives économiques en Afrique 2014*»

Paris, 27 mai 2014

«*Etude économique de l'Allemagne 2014*»

Paris, 27 mai 2014

«*OECD Factbook 2014*»

Paris, 27 mai 2014

«*OECD Obesity Update 2014*»

Paris, 27 mai 2014

09. Calendrier OCDE

Fourth Annual High-Level Anti-Corruption Conference for G20 Governments and Business

Rome, 11 juin 2014

Global Forum on Responsible Business Conduct

Paris, 26-27 juin 2014

VIème Forum économique international sur l'Amérique latine et les Caraïbes

Paris, 30 juin 2014

Forum mondial sur le développement 2014: Innover pour le développement

Paris, 2 juillet 2014